



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

Mai - Juin 2014 N° 78

Emprunter la super autoroute des services locaux

[Comment Kerala utilise l'Internet pour localiser la prestation des services publics aux citoyens](#)

Les initiatives pour le changement

[Mettre fin aux contrats secrets : Le lien manquant de l'ordre du jour de la transparence](#)

[Audit public : Comment un examen minutieux peut se traduire par des changements durables ?](#)

Issu du rapport annuel : Quels enseignements avons-nous tirés de l'utilisation des budgets pour transformer les vies ?

[Comment les organisations de la société civile peuvent se joindre aux autres dans les écosystèmes de responsabilisation pour plus d'impact ?](#)

[Qu'avons-nous appris sur la façon de la société civile passe de la transparence au plaidoyer budgétaire axé sur le service ?](#)

Le coin des blogs

[Les derniers messages du blog sur les budgets ouverts](#)

Publications

Vient de paraître ! Manuel sur les implications figurant à l'Article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (ICESCR)

Le projet d'Article 2, une collaboration entre un groupe d'organisations de la société civile, a mis au point un manuel qui détaille la manière dont les budgets publics doivent contribuer à réaliser les droits de l'homme. Le manuel met l'accent sur le travail budgétaire de la société civile et explore la façon dont les engagements du gouvernement en vertu de l'Article 2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels visant à assurer la « réalisation progressive des [droits de l'homme] au maximum de ses ressources disponibles », et « sans discrimination » doivent guider la façon dont il collecte, alloue, et dépense les fonds publics. Le manuel est une ressource pour les organisations de la société civile, les commissions des droits de l'homme, et même les législateurs pour tenir les gouvernements responsables de leurs obligations en matière de droits humains. Le [Manuel est disponible sur le site web de l'IBP](#).

Bienvenue au nouveau membre du personnel de l'IBP !

L'IBP continue de grandir avec l'arrivée d'Opare Densua, spécialiste de la paie et des comptes fournisseurs ! Dans son nouveau rôle, Opare est responsable des comptes fournisseurs et de la paie pour le personnel de l'IBP et les consultants internationaux. Avant de rejoindre l'IBP, Opare a géré les aspects financiers et administratifs de plusieurs entrepreneurs de construction commerciale situés dans la région de Washington DC.

Adoptez une approche sociale avec l'IBP



[Publications de l'IBP](#)

[Autres lectures en provenance du terrain](#)

Offres d'emploi

[Trois postes à pourvoir à l'IBP](#)

Emprunter la super autoroute des services locaux

Comment Kerala utilise l'Internet pour localiser la prestation des services publics aux citoyens, par Tina Karippacheril, Banque mondiale

Cet article est un résumé d'un message posté à l'origine sur le blog de la Gouvernance de la Banque mondiale, il est [disponible ici](#).



L'une des responsabilités fondamentales d'un gouvernement est de fournir efficacement des services tels que l'éducation et les soins de santé à ses citoyens, ainsi que l'accès facile aux services publics. Une prestation de services efficace repose sur la répartition appropriée des fonds publics et assure que les fonds disponibles atteignent les bénéficiaires visés. En Inde, le gouvernement a décidé d'améliorer à la fois la prestation de ses services et leur accessibilité au « citoyen lambda » dans sa localité.

Le programme national de l'e-gouvernance en Inde (*National e-Governance Program- NeGP*), un programme de 9 milliards de dollars, vise à accroître l'efficacité, l'équité et la transparence de la prestation de services en réduisant le fardeau des visites physiques à des organismes distincts, offrant un accès facile à l'information, réduisant le pouvoir discrétionnaire de fonctionnaires ainsi que les fuites et la corruption. Dans ce contexte, le programme Akshaya de l'Etat du Kerala est un partenariat public-privé visant à créer des centres de services aux citoyens. Dans sa première phase, le programme Akshaya a été conçu pour améliorer la culture électronique dans les zones mal desservies, et dans sa seconde phase pour fournir une plate-forme offrant des services publics aux citoyens (par exemple, la déclaration des taxes commerciales, la demande des carte de rationnement, l'inscription à l'assurance maladie, etc.) Plus de 60 pour cent des 33 millions de citoyens du Kerala ont bénéficié des services de plus de 2070 centres Akshaya gérés par des entrepreneurs privés.

Les centres Akshaya ont changé la donne en matière de droit à l'accès des citoyens aux services publics. Voici comment cela a été fait :

- **Transparence** : de nombreux progrès ont été observés en matière de transparence et de responsabilité sachant que les processus sont visibles et les informations accessibles en ligne.
- **Responsabilité** : un numéro de dossier permet de faciliter le suivi et le contrôle des demandes de services.
- **Gouvernance et lutte contre la corruption** : le système de paiement électronique fournit un cadre de réglementation pour la circulation des espèces et permet de prévenir la corruption.
- **Inclusion numérique** : certains soutiennent que les programmes d'e-gouvernance ne sont pas destinés aux masses sachant que tout le monde n'a pas accès ou ne peut se permettre l'Internet par l'intermédiaire d'un ordinateur personnel ou d'un appareil mobile. Une visite dans un centre Akshaya au Kerala souligne que le fait de positionner les centres de prestation de services à proximité des citoyens peut atténuer ce problème.

Comment pouvons-nous utiliser le modèle d'e-gouvernance de prestation de services de Kerala dans d'autres contextes ?

- Une conception axée sur les citoyens : les personnes qui cherchent des services doivent souvent combiner des tâches en ligne et hors ligne, ce qui rend compliqué le processus. En cartographiant la manière dont chacun suit son cours dans ces processus, y compris en évaluant la complexité de la prise de décision et du taux de rejet des demandes, les processus gouvernementaux peuvent être plus centrés sur le citoyen.
- Services fournis par des agents et / ou un guichet unique : les citoyens ordinaires sont susceptibles de ne pas être familiers ou à l'aise avec la demande et l'accès aux services publics dont ils ont besoin. Pour une somme modique, les centres de services aux citoyens peuvent fournir un espace de confiance pour que des agents agréés dans la communauté accompagnent les citoyens tout au long du processus.
- Utiliser l'Internet pour décentraliser : l'idée selon laquelle l'Internet peut décentraliser l'information et potentiellement redistribuer le pouvoir des institutions aux citoyens est une idée puissante. Il est utile de garder cette idée à l'esprit lors de la conception de services gouvernementaux qui emploient l'Internet comme l'épine dorsale de la fourniture d'informations et de services.

Alors que certaines questions concernant l'amélioration des centres pour les citoyens et la meilleure façon d'évoluer peuvent se poser, le modèle de Kerala pour la prestation de services aux citoyens est un modèle qui a le potentiel d'améliorer la vie des citoyens du Kerala, et peut-être, au-delà.

Les initiatives pour le changement

La campagne « *Stop Secret Contracts* » (Mettre fin aux contrats secrets) : Le chaînon manquant de l'ordre du jour de la transparence, par Theodora Middleton, Open Knowledge Foundation

Chaque année, l'ensemble des gouvernements à travers le monde dépensent plus de 9,5 trillions de dollars pour acheter des biens et des services par le biais des marchés publics. Il est notoirement difficile d'obtenir de bonnes informations sur ces contrats. Même au sein des gouvernements qui disposent de solides protections d'accès à l'information, les contrats avec le secteur privé sont souvent dispensés de toute surveillance. [Stop Secret Contracts](#) (Mettre fin aux contrats secrets) estime que tous les gouvernements du monde doivent prendre de sérieux engagements en faveur de la transparence des marchés publics, si l'ordre du jour de la transparence gouvernementale doit avoir un poids réel. La campagne *Stop Secret Contracts* est coordonnée par [l'Open Knowledge Foundation](#) et financée par des organisations de la société civile internationales (y compris l'International Budget Partnership). Les objectifs de la campagne sont :

- Sensibiliser le public aux questions relatives aux marchés publics opaques ;
- Montrer l'ampleur du problème par la collecte, la publicité, et l'analyse les informations pertinentes en provenance de membres de notre communauté et des nouveaux partenaires dans le monde ; et
- Utiliser nos relations dans la communauté en faveur de politiques publiques transparentes pour faire entendre nos conclusions, en s'inspirant des projets existants et émergents, et en échangeant avec des experts et des gouvernements sur les données ouvertes et la transparence des marchés publics.

Les histoires de corruption et de mauvaise gestion des contrats ne sont pas difficiles à trouver. Au Nigeria [un accord secret](#) entre le gouvernement et les compagnies pétrolières internationales, dont Shell et ENI, a entraîné une perte de 1,1 milliards de dollars pour le peuple nigérian - ces fonds auraient pu être utilisés pour éduquer 1,7 millions d'écolières nigérianes pendant cinq ans dans un pays où plus de cinq millions de citoyens ne sont pas scolarisés. [Les coûts exorbitants des infrastructures](#) visant à accueillir la Coupe du monde au Brésil soulignent une mauvaise gestion flagrante des contrats au mieux, et représentent un contraste grotesque par rapport aux scènes de privation et de colère dans les rues des grandes villes du Brésil. Partout dans le monde, le secret entourant les marchés publics ridiculise les

engagements des gouvernements en faveur de la transparence et laisse derrière des citoyens désemparés et floués.

Les contrats constituent une partie colossale et croissante de la prestation des services gouvernementaux et de la distribution des fonds publics, et tandis que leur contenu demeure inaccessible, de vastes domaines de la gouvernance échappent à l'attention de l'opinion publique. [Les Plans de transparence gouvernementale](#), que les gouvernements préparent pour devenir signataires de [l'Open Government Partnership](#), doivent inclure d'office l'engagement à respecter les [Principes de partenariat de la transparence des marchés publics](#).



La campagne [Stop Secret Contracts](#) réunit des organisations de la société civile, des experts des marchés publics et des citoyens engagés pour faire pression sur les gouvernements afin qu'ils rendent les pratiques contractuelles plus transparentes. Nous estimons que lorsque les gouvernements signent des contrats en notre nom, nous avons le droit de lire les petits caractères. [Signez la pétition aujourd'hui](#) pour ajouter votre voix à celle des personnes qui croient en la transparence et qui pensent tous les contrats gouvernementaux doivent être transparents et accessibles au public.

Pour plus d'informations sur la campagne Stop Secret Contracts, veuillez contacter contact@stopsecretcontracts.org.

Audit public : Comment un examen minutieux peut se traduire par des changements durables ? par Jessica Taylor, International Budget Partnership



L'Association of Chartered Certified Accountants (ACCA) (Association des comptables agréés accrédités) a récemment publié une série d'articles courts rédigés par 12 auditeurs publics du monde entier. « [Breaking Out: Public Audit's New Role in a Post Crash World](#) » reflète le rôle croissant des institutions supérieures de contrôle (ISC) et se penche sur les avis variables relatifs à la proposition que les auditeurs doivent aller au-delà de leur mandat restreint et contribuer plus directement à l'amélioration de la reddition de comptes et de l'amélioration de la performance du secteur public.

Le rapport contient au moins trois idées importantes qui méritent d'être soulignées.

Les entreprises privées qui offrent des services publics doivent se soumettre à des audits de routine

Le secteur public connaît des changements radicaux dans de nombreux pays à travers le monde. Les gouvernements ont continué à élargir la gamme et l'échelle des services publics qui sont fournis par le secteur privé et pourtant, la reddition des comptes de ces entreprises privées reste inférieure aux normes dans de nombreux pays. Selon les paroles de Hodges et Fawcett de l'ACCA, « les entrepreneurs privés sont désormais responsables des services publics importants, mais ils ne subissent pas la même rigueur d'audit que leurs homologues du secteur public » (p.10). Cette absence de contrôle présente un certain nombre de nouveaux risques pour la qualité de service et met en évidence la nécessité pour ces entreprises privées de se soumettre régulièrement à des audits de performance. Le défi est que la plupart

des législatures reçoivent déjà un très grand nombre de rapports d'audit chaque année et ont peu de possibilités de prendre plus de travail. Cela implique que le système législatif doit être modifié pour assurer une surveillance et un contrôle efficaces.

La collaboration et le suivi peuvent améliorer la mise en œuvre des recommandations

Une question fréquemment posée par les auditeurs dans le monde entier est la suivante : Pourquoi les organismes acceptent des recommandations mais ne font rien ? Le rapport suggère que, quelle que soit la réponse, l'auditeur moderne peut et doit faire quelque chose en adoptant une approche plus collaborative.

- Premièrement, les auditeurs doivent obtenir l'adhésion de l'agence auditée en travaillant avec elle pour élaborer des recommandations.
- Deuxièmement, les auditeurs doivent demander l'approbation explicite des recommandations par l'agence, ainsi qu'un calendrier indiquant le déroulement de la mise en œuvre.
- Enfin, après une période fixée ne dépassant pas une année, dans l'idéal, les auditeurs doivent assurer le suivi des recommandations avec l'agence pour évaluer les progrès réalisés.

Thomas, l'Auditeur général du Pays de Galles, suggère que cette « approche collaborative à l'examen externe pour les organismes publics contribue à surmonter l'inertie et la résistance au changement » (p.18).

Le soutien public peut donner une voix à l'audit

L'opinion publique peut jouer un rôle important dans l'efficacité de l'audit : beaucoup dépend de la façon dont le public est prêt à discuter de la qualité de la prise de décision publique. Les auditeurs doivent améliorer la participation du public pour accroître sa compréhension de l'audit et encourager la reconnaissance des ISC comme principaux acteurs dans la prestation de services. À cette fin, les ISC doivent tenter de combler les lacunes entre les informations qu'elles rapportent et ce que le public attend ou espère trouver pour satisfaire son sens de la responsabilité. Ceci est particulièrement pertinent dans les pays en développement où Muwanga, l'Auditeur général d'Ouganda, explique que le nombre croissant de manifestations publiques portant sur les questions de prestation de services « teste l'audit public comme mécanisme pour promouvoir la responsabilisation et la transparence au sein du gouvernement » (p.9).

Dernières réflexions

Que vous appeliez cela « faire une différence », « promouvoir l'efficacité du gouvernement » ou « encourager des améliorations plus larges dans les services publics », la plupart des contributeurs de la collection « Breaking Out » conviennent que les auditeurs doivent aller au-delà de leur mandat d'assurance. En effet, beaucoup le font déjà. Les idées mises en évidence dans cet article expliquent trois dimensions spécifiques de l'élargissement du rôle des auditeurs et de la portée de l'audit.

Issu du rapport annuel : Quels enseignements avons-nous tirés de l'utilisation des budgets pour transformer les vies ?

Les sections suivantes comprennent deux essais tirés du Rapport annuel 2013 de l'IBP. Trois autres essais du rapport ont été publiés dans le numéro de [Mars-Avril](#) de la newsletter. Consulter l'intégralité du rapport [ici](#).

Comment les organisations de la société civile peuvent-elles se joindre aux autres dans les écosystèmes de la responsabilité pour avoir plus d'impact ?

Les [études de cas](#) commandées récemment commandé par l'IBP montrent clairement que la société civile peut apporter une contribution significative à l'amélioration de la gouvernance et de la réduction de la pauvreté dans une variété de contextes nationaux. Ce faisant, elles contribuent souvent à combler le

fossé entre la transparence et la reddition des comptes en compensant les insuffisances des acteurs formels du contrôle en :

- rassemblant, interprétant et en diffusant des informations à de multiples parties prenantes dans des formats utilisables et accessibles ;
- exigeant la responsabilité directe du gouvernement ;
- soutenant et encourageant les acteurs formels du contrôle à demander des comptes ; et
- soutenant et encourageant les autres acteurs (comme les initiés de l'exécutif, les partis politiques, les bailleurs de fonds) à demander des comptes.

Tandis que les acteurs de la surveillance peuvent bénéficier de la participation plus active des organisations de la société civile (OSC) au cours du processus budgétaire, les OSC tirent également profit de ces partenariats. L'analyse de l'IBP de ses études de cas a confirmé que l'impact des OSC est plus fréquent, important et durable lorsqu'elles collaborent avec d'autres acteurs du système de surveillance.



Les études de cas de l'IBP fournissent un certain nombre d'exemples démontrant que lorsque les OSC collaborent avec, ou voient leur travail amplifié par des médias volontaires et capables, les législateurs, les ISC, les bailleurs de fonds et les partis politiques, la dynamique de la responsabilité commence à se mouvoir. Par exemple, la Campagne nationale pour droits humains des Dalits (NCDHR) en Inde a eu très peu d'effet lorsque, seule, elle tenta de récupérer des fonds pour la communauté dalit vulnérable que le gouvernement avait détournés pour construire des stades de sport. Mais lorsque les médias locaux et internationaux ont couvert la question et que les membres du Parlement de

l'opposition ont forcé un débat parlementaire, le ministre des Finances a rapidement admis actes répréhensibles et a assuré que les fonds avaient été rendus.

Dans d'autres exemples, l'Institut d'études socio-économiques (INESC) a poussé le Congrès brésilien à tenir une série d'audiences publiques au cours desquelles l'INESC a présenté des preuves qui ont convaincu les députés de rejeter une réforme fiscale qui aurait supprimé les recettes correspondant à des services sociaux essentiels. En Tanzanie, HakiElimu a diffusé des messages télévisés sur le manque de logements des enseignants dans les zones rurales, ce qui a entraîné une tempête médiatique qui a poussé le gouvernement à accélérer la fourniture de logements. En Afghanistan, en République démocratique du Congo et au Honduras, les OSC ont contribué à la recherche et au plaidoyer en faveur des efforts des bailleurs de fonds pour encourager les gouvernements à ouvrir leurs budgets, conduisant finalement à une augmentation spectaculaire de la transparence dans les trois pays.

Dans chacun de ces exemples, les OSC n'aurait pas eu le même impact en agissant seules, et il est peu probable que les médias ou que les législateurs auraient pris ces questions au sérieux sans les campagnes menées par les OSC. Les systèmes de responsabilisation n'ont pu exercer une influence significative que lorsque les différents acteurs de la responsabilité ont travaillé ensemble.

Que signifie cette analyse dans la pratique du plaidoyer en faveur de la responsabilité budgétaire ? Premièrement, cette analyse nous mène au-delà de la dichotomie de l'offre et de la demande, dans laquelle l'exécutif « fournit » des informations sur la façon dont il prévoit de gérer les fonds publics de manière efficace et efficiente, puis le fait, et d'autres acteurs - qui travaillent plus ou moins indépendamment les uns des autres - « exigent la responsabilisation grâce à des mécanismes de contrôle officiels et un suivi et un plaidoyer informels. Nos études de cas montrent que la responsabilité budgétaire efficace dépend d'un système d'interaction et d'action coordonnées au sein du système de surveillance plus large : impliquant l'engagement symbiotique de la législature, des ISC, de la justice, des médias, de la société civile, des bailleurs de fonds et des sympathisants initiés à l'intérieur des institutions gouvernementales.

Le fait de comprendre la manière de promouvoir cet engagement intégré n'implique pas un modèle simple, d'autant plus que le niveau d'influence de chaque institution sur le système de surveillance n'est pas uniforme dans les pays. Il est donc d'analyser la puissance relative des institutions dans le système de surveillance pour identifier la combinaison la plus appropriée des institutions capables de catalyser ou de maintenir une plus grande supervision et responsabilisation à court et à long terme, et cela pour chaque pays. Les études de cas de l'IBP tendent à montrer que la société civile joue souvent un rôle particulièrement important dans l'initiation de la demande pour une plus grande surveillance lorsque les législateurs ou les ISC sont faibles par rapport à l'exécutif, mais pour que cette pression s'intensifie et perdure, un partenariat efficace avec les autres acteurs de la responsabilité est indispensable.

Cette analyse fournit la direction pour les prochains travaux de l'IBP dans les pays, qui ont commencé au Kenya, en Inde et en Afrique du Sud. Dans ces pays, nous travaillerons avec nos partenaires de la société civile pour renforcer leur capacité à réaliser une analyse et un plaidoyer budgétaires, et faciliter les relations et le dialogue entre les autres organisations de la société civile, le gouvernement, les médias et les autres acteurs des finances publiques.

Pour répondre à l'intensité variable et à la faiblesse des différents acteurs dans les différents pays, au cours des trois prochaines années, le [Programme d'apprentissage](#) de l'IBP se concentrera sur la recherche des types de relations à établir entre les OSC et les institutions de contrôle pouvant entraîner des résultats budgétaires plus solides. Cela implique de comprendre avec quels acteurs de la responsabilité les OSC sont plus susceptibles de travailler et dans quelles circonstances, ainsi que les types d'impact qu'une telle collaboration est susceptible susciter.

Alors que le succès des campagnes des OSC dépend souvent des autres acteurs du système de responsabilité, les campagnes commencent souvent lorsque les OSC elles-mêmes trouvent une cause commune. Pour cette raison, notre programme d'apprentissage examinera également les types de relations entre les OSC susceptibles d'entraîner des résultats budgétaires plus solides. Nos travaux de recherche précédents ont révélé que les campagnes des OSC, les coalitions et les réseaux jouent souvent un rôle dans l'impact des citoyens sur les budgets publics - mais dans certains cas, l'impact s'est produit sans l'existence de campagne ou de coalition. Ainsi, nous nous pencherons sur les conditions dans lesquelles les coalitions et les campagnes contribuent à un plus grand impact, et quels types d'impact elles peuvent généralement produire.

Qu'avons-nous appris sur la manière que la société civile passe de la transparence au plaidoyer budgétaire axé sur le service ?

La mission de l'IBP est d'œuvrer pour la transparence des budgets et la transformation des vies. Bien que nous comprenions la puissance de l'accès à l'information budgétaire et des possibilités de participation, nous souhaitons au final transformer des vies en améliorant la qualité de vie des populations pauvres. Alors que nous devons continuer notre combat pour assurer l'accès du public aux informations budgétaires cruciales dans tous les pays, nous apprenons de l'expérience de nos partenaires selon laquelle l'accent direct sur la prestation de services est également une voie importante de transformation.

Nos études de cas sont pleines d'exemples d'OSC qui ont traité avec succès des nombreux problèmes de prestation de services en mettant l'accent sur les problèmes budgétaires qui les causent. En Afrique du Sud, la Treatment Action Campaign a forcé le gouvernement à allouer des fonds en faveur des médicaments antirétroviraux, bénéficiant à plus de 6 millions de personnes vivant avec le VIH / sida. En Inde, la campagne NCDHR a amélioré le contrôle du financement de la communauté dalit vulnérable en forçant le gouvernement à introduire un code de dépenses qui a permis de suivre un tel financement. La campagne NCDHR a utilisé ce code pour identifier et finalement récupérer 150 millions de dollars en faveur des Dalits dépensés à mauvais escient sur les Jeux du Commonwealth de 2010. Et au Ghana, la *Social*



Enterprise Development Foundation a appelé les comités locaux des résidents à surveiller la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire, conduisant à l'amélioration des infrastructures du village. Nous savons que cela existe, mais quelle est la meilleure solution pour améliorer les services grâce aux budgets ?

À ce jour, l'IBP a investi plus de ressources sur les questions liées à la transparence budgétaire qu'aux questions liées à la prestation de services. Cela reflète notre théorie de travail selon laquelle les citoyens et les institutions de contrôle doivent avoir accès à l'information budgétaire et aux possibilités de participation avant de pouvoir s'engager avec le gouvernement pour améliorer la fiscalité et les dépenses publiques, en fin de compte améliorer la prestation de services. Lorsque l'on travaille dans des contextes « difficiles » en matière de responsabilité, l'IBP met généralement l'accent sur l'amélioration de la transparence budgétaire comme première étape dans le renforcement des capacités des citoyens à surveiller les budgets, plutôt que de poursuivre cette surveillance directement. Mais nos études de cas montrent que les OSC dans d'autres pays suivent souvent une voie différente vers la reddition des comptes et l'amélioration de la prestation des services.

Au Cap, en Afrique du Sud, la Social Justice Coalition (SJC) a commencé comme une campagne visant à améliorer les services d'assainissement dans l'un des plus grands quartiers informels de la ville. Son engagement avec les autorités locales a clairement expliqué que le financement de ces services était essentiel pour son plaidoyer. Après une longue lutte, les autorités locales ont finalement donné à la SJC des copies des documents financiers dont elle avait besoin. En utilisant ces informations, la SJC a procédé à un audit social qui, à son tour, a mis une pression suffisante sur le gouvernement de la ville pour la mise en place d'un service de gardiennage et ions de dollars service de conciergerie et géo-localisation des toilettes publiques pour permettre des réparations rapides. À Buenos Aires, en Argentine, l'Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia (ACIJ) souhaitait poursuivre le gouvernement de la ville car il ne fournissait pas suffisamment de structures préscolaires dans les quartiers pauvres comme l'exige la constitution de la ville. Tout comme la SJC, l'ACIJ a lutté pour obtenir les documents budgétaires nécessaires. Après les avoir obtenus, l'ACIJ a gagné le procès et le processus de fourniture d'installations éducatives en faveur de plus de 8000 enfants issus des quartiers pauvres a pu commencer.

Ces exemples comprennent les aspects familiers de la transparence, la participation, la responsabilité budgétaire et la prestation de services, mais les moyens utilisés par ces OSC à travers toutes les étapes sont instructifs. Leurs histoires n'ont pas commencé avec une demande de plus de transparence ou de participation, mais plutôt avec une demande de prestation de services. L'histoire de la SJC a commencé en raison de mauvaises conditions d'hygiène ; pour l'ACIJ, il s'agissait du manque d'établissements scolaires. Ces groupes n'avaient pas accès aux données précises dont ils avaient besoin. C'est que qu'ils demandaient plutôt que l'amélioration des niveaux de transparence. La SJC a obtenu les contrats des prestations de services, les factures, les reçus et les rapports d'inspection des fournisseurs de services d'assainissement. L'ACIJ a obtenu des données sur les dépenses réelles pour le budget de l'infrastructure scolaire. Ainsi, ces campagnes ont suivi un parcours « court » pour améliorer la prestation de services, qui s'étendait de la demande de prestations de services, à l'engagement avec le gouvernement, puis à une demande de transparence très spécifique, et au final à de meilleurs services.

Le fait de commencer le plaidoyer en mettant l'accent sur les services a le potentiel d'animer les grands groupes de citoyens d'une manière qui ne serait pas possible en commençant par la transparence budgétaire. Cela permet également aux OSC d'établir des connexions solides entre les citoyens ordinaires et de renforcer les compétences techniques nécessaires pour s'engager dans les budgets gouvernementaux.

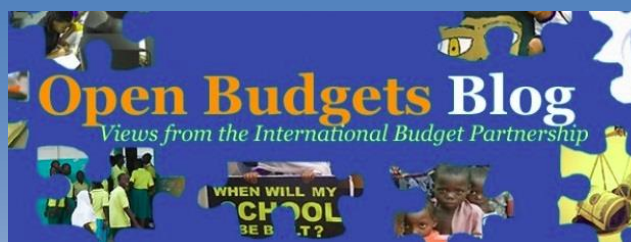
En raison du niveau élevé d'intérêt des citoyens dans ces campagnes à large base, même les villageois semi-scolarisés peuvent être habilités à participer à l'information et à l'analyse que le travail budgétaire peut exiger. Évidemment, dans les pays dépourvus de transparence ou d'espace de participation budgétaire, ces questions demeurent des priorités, et des niveaux plus élevés de transparence encouragent les citoyens à tenir leur gouvernement responsable de ses actes. Au Brésil, par exemple, l'Institut d'études socio-économiques (INESC) a mené une campagne contre une réforme de la taxe régressive qui menaçait le financement d'un large éventail de services sociaux. Mais l'INESC ne

connaissait que la réforme fiscale proposée en premier lieu parce que le gouvernement brésilien publie des informations budgétaires substantielles. En outre, dans le Madhya Pradesh, en Inde, Samarthan, une OSC locale, a pu suivre l'adoption du Programme national de garantie de l'emploi rural national de Mahatma Gandhi (MGNREGS) en raison de données publiées sur le site officiel du MGNREGS.

Malgré ces exemples, les gouvernements transparents se plaignent souvent que le public n'utilise pas les informations budgétaires qu'ils publient, et les chercheurs ont du mal à associer l'amélioration des niveaux de transparence du budget avec l'amélioration des services. Nos études de cas, cependant, suggèrent que si l'accès à l'information est crucial pour permettre la demande de meilleurs services, cet accès n'est pas le moteur du changement. En fin de compte, ce sont les citoyens et les institutions (les OSC, les parlements, les médias, les donateurs et les initiés de l'exécutif favorables aux réformes) qui sont le moteur de l'amélioration de la prestation de services, et non pas des meilleurs niveaux de transparence et de participation en matière de budget.

Il n'y a rien de mystérieux ou d'automatique sur le lien entre la transparence budgétaire et l'amélioration de la prestation des services - elles vont de pair et sont motivées par les citoyens, les OSC et leurs alliés de la surveillance.

Le coin des blogs



Du blog des Budgets ouverts :

[Les coins cachés des finances publiques : Où les OSC peuvent-elles se tourner et que peuvent-elles rechercher ?](#) : Un meilleur accès à l'information budgétaire aide la société civile à demander des comptes à son gouvernement sur la façon dont les fonds publics sont dépensés. Mais qu'en est-il des dépenses qui ne se font pas par le biais du budget ? Paolo de Renzio, de l'IBP, explore les dernières recherches de l'IBP dans ces « coins cachés » des finances publiques et leurs implications pour les organisations de la société civile.

[Déverrouillage des données budgétaires en Australie : La collaboration BudgetAus](#): La transparence budgétaire a récemment fait l'objet d'une avancée en Australie, avec la première version jamais publiée des données budgétaires du gouvernement fédéral dans des formats lisibles. Rosie Williams de InfoAus explique comment, avant cette avancée, elle a créé le site BudgetAus pour permettre une analyse plus facile et plus efficace de données budgétaires.

Publications

Publications de l'IBP

L'IBP a récemment ajouté diverses nouvelles publications à la [bibliothèque en ligne](#) !

- « [The Hidden Corners of Public Finance: A Synthesis of Country Case Studies that Look Beyond the Core Budget](#) », synthétise huit études de cas provenant du monde entier qui examinent les dépenses publiques qui se produisent en dehors du budget de base. Les études de cas connexes comprennent :
 - [La transparence de la communication des dépenses budgétaires au Mexique](#)
 - [Activités quasi budgétaires en Croatie](#)
 - [Entreprises publiques et activités quasi budgétaires in Afrique du Sud](#)
 - [Dépenses fiscales en Allemagne](#)
 - [Transparence des entreprises publiques en Corée du Sud](#)
 - [Les fonds extrabudgétaires en France](#)
 - [Les entreprises publiques de pointe au Brésil](#)
 - [La transparence of Fonds extrabudgétaires en Russie](#)
- [Dossier budgétaire N° 25 - Partage des recettes : Quel montant du budget kenyan est d'ores et déjà engagé sans pouvoir être partagé ?](#)

Lectures complémentaires en provenance du terrain – Une couverture adaptée des questions budgétaires et de la participation de la société civile dans les budgets publics par des universitaires et des revues professionnelles

Dans le document de réflexion « [Thinking and Working Politically in the Transparency and Accountability Field](#) », Brendan Halloran de l'Initiative pour la transparence et la responsabilité fait valoir que « la pensée politique n'est qu'une composante d'une approche plus large pour contribuer au changement grâce à des interventions politiques éclairées. » Halloran suggère que les organisations doivent également besoin « travailler politiquement » pour comprendre le contexte politique dans lequel elles fonctionnent et le rôle des acteurs favorables à la responsabilité.

Sheryl Warren Mitchell, candidate au doctorat à l'Université technologique de Lawrence, a récemment écrit une dissertation « [An Exploratory Study of Priority Based Budgeting: Identification of Public Values and Public Priorities through Citizen Engagement in Government Budgeting Decisions](#). » Cette étude qualitative examine la Budgétisation axée sur les priorités et comment elle peut être utilisée comme un outil pour les gouvernements pour faire participer les citoyens aux décisions budgétaires.

L'*Overseas Development Institute* a récemment publié un nouveau guide pour encourager le changement politique durable. S'appuyant sur une décennie de recherche, l'Initiative ROMA – [RAPID Outcome Mapping Approach](#) – est conçue pour aider les organisations de la société civile à améliorer leur influence sur les politiques. Elle est composée d'un ensemble d'outils pour analyser comment diagnostiquer un problème, fixer des objectifs et évaluer les progrès réalisés.



Offres d'emploi

Trois postes à pourvoir à l'IBP

- [Assistant/e de recherche](#) – Initiative sur le budget ouvert : L'IBP recrute un/e assistant/e de recherche pour l'Initiative sur le budget ouvert afin de travailler avec une équipe d'experts internationaux sur le budget.
- [Responsable de programme \(Afrique du Sud\) – programme « Catalyst »](#) : L'IBP recherche une responsable de programme pour rejoindre l'équipe du programme « Catalyst ». Le/la responsable de programme sera chargé(e) de représenter l'IBP et de gérer l'initiative « Catalyst » en Afrique du Sud.
- [Responsable de programme – plaidoyer international](#) : L'IBP recrute un/e responsable de programme pour soutenir son programme de plaidoyer international. Par l'intermédiaire de ce programme, l'IBP s'efforcera de réaliser des réformes de transparence budgétaire dans les pays dont les systèmes budgétaires font partie des moins ouverts au monde.